



**Communiqué de presse, CGT Educ'Action 06,  
vendredi 26 janvier 2024, UL CGT de Grasse**

L'année 2023 s'en est allée, mais le déluge d'annonces du ministère et du gouvernement en matière d'éducation n'a pas cessé. La tête du ministère a changé, mais les attaques en règle contre l'école public, de façon plus ou moins dissimulée, de façon plus ou moins adroite, continuent. Ce que dénonce fermement la CGT Educ'Action 06, c'est le caractère démagogique, populiste de toutes ces annonces. Ce que le président qualifie de « bon sens » est en fait une série de propositions inutiles, parfois ridicules, souvent contre-productives. Nombre d'entre elles ont fait la preuve de leur non-efficacité, études scientifiques à l'appui, par le passé, comme les groupes de niveau ou l'augmentation des redoublements par exemple.

Le seul objectif de ces annonces, c'est de caresser les plus réactionnaires dans le sens du poil. Toutes celles et tout ceux qui rêvent d'un prétendu « retour à l'ordre », ce que le président appelle « la recivilisation » de la société, et qui ne se soucient nullement du caractère émancipateur que se doit d'avoir l'École se réjouissent. Le président et ses ministres de l'Éducation Nationale successifs, depuis Jean-Michel Blanquer, en passant par Gabriel Attal et maintenant Amélie Oudéa-Castéra, n'ont de cesse de vouloir mettre à bas l'École Publique, à commencer par son principe de démocratisation scolaire, principe permettant à chaque élève, quelles que soient ses origines sociale et culturelle, d'accomplir la trajectoire scolaire de son choix.

Parmi les mesures emblématiques annoncées, nous en détaillerons une aujourd'hui, celle du port de l'uniforme à l'école. Le président a annoncé son expérimentation pour la rentrée 2024, et sa généralisation à la rentrée 2026. Cette proposition est censée lutter contre les inégalités. La CGT Educ'Action 06 affirme qu'il n'en est rien, que tenter de camoufler les inégalités par des bouts de tissus tous de la même couleur ne les combat en rien. Nous affirmons même qu'au contraire, en y affectant des moyens qui pourraient être mis ailleurs, ça ne pourra que renforcer les inégalités. À titre d'exemple, juste pour notre département, le nombre d'élèves en primaire, au collège ou au lycée (celles et ceux à qui on veut imposer l'uniforme) s'élève à plus de 130 000. Les municipalités, le département, la région et l'État s'approprient donc à dépenser en tout plus de 26 millions d'euros par an pour équiper les élèves en uniformes, si cette mesure était généralisée. La CGT Educ'Action 06 s'interroge sur l'empressement de certain·es élu·es locaux pour soutenir cette proposition, surtout, quand on sait la difficulté que rencontrent les professeur·es pour obtenir des bus pour organiser des sorties culturelles par exemple.

Au niveau national, cette mesure concernerait plus de 10 millions d'élèves, de la maternelle au lycée, pour un coût total de 2 milliards d'euros, chaque année. Cette somme représente le salaire de près de 28 000 enseignant·es !

La CGT Educ'Action 06 demande que l'ensemble des moyens que les collectivités et l'État prévoient de mettre dans les uniformes soient bien mobilisés, mais immédiatement redirigés vers des dispositifs bien plus efficaces en matière de lutte contre les inégalités, comme le financement de bus, l'augmentation du nombre d'enseignant·es (ce qui permettrait entre autres de remplacer plus sérieusement les professeur·es absent·es) ou la rénovation des bâtiments scolaires, en particulier dans les quartiers populaires par exemple.